

Changements introduits par le nouveau décret portant réforme de l'enquête publique

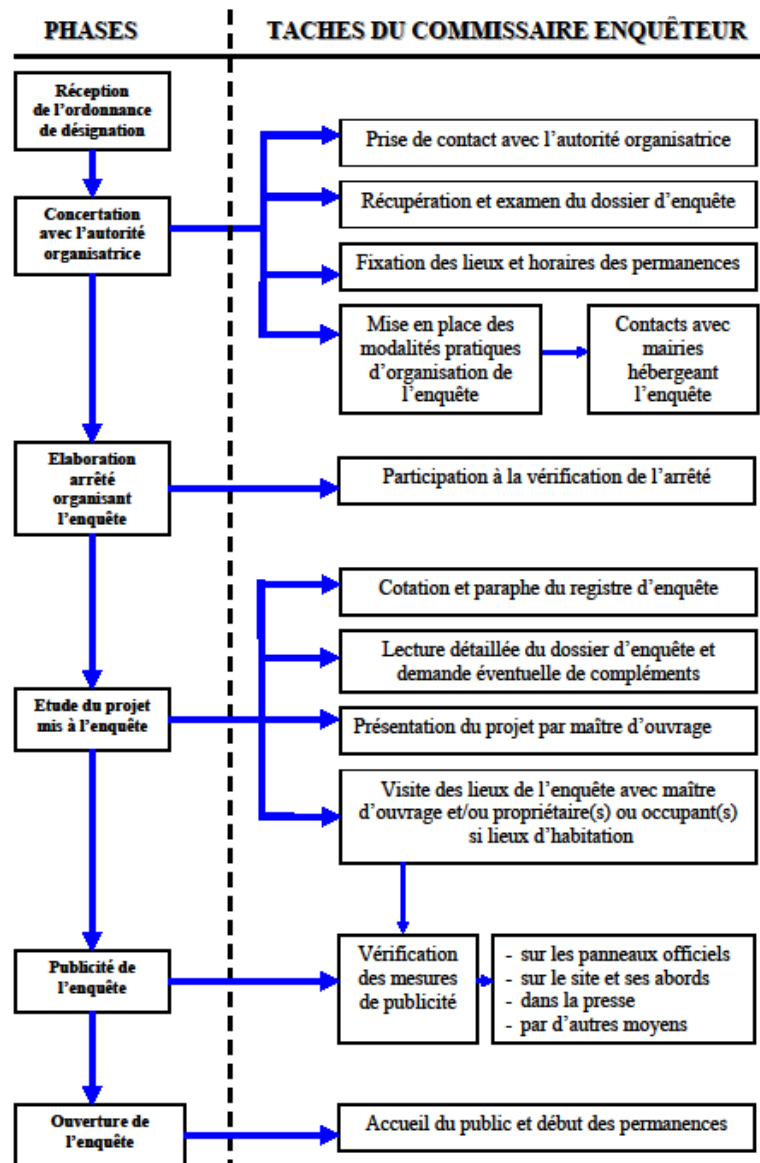
- 2 grands types d'EP : Enquêtes environnementales (Code de l'Environnement) et enquêtes relevant du Code de l'Expropriation – Les autres enquêtes sont l'exception « Enquêtes de Commodo et Incommodo »
- Énumération des exceptions aux EP (Art R.123-1)
- Autorité compétente pour ouvrir l'EP – Simplification (Art R.123-3)
- Désignation du CE (R.123-5) :
 - exigences précisées et sanction (< 5ans, CE doit déclarer avant désignation incompatibilités et signer déclaration sur l'honneur)
 - CE désigné dans délai de 15 jours + suppléant (qui n'intervient pas ni dans la conduite de l'EP ni dans l'élaboration du rapport → pas sa signature sur rapport), mais tous reçoivent copie dossier complet EP et copie numérique
- Durée EP (R.123-6) : 30 jours ≤ EP ≤ 2 mois. Prolongation par CE pour max 30 j (après info autorité compétente)
- Enquête publique unique (Art R123-7 : Enquêtes conjointes demeurent mais possibilité de faire procéder à enquête unique lorsque EP sur le même sujet dépendent de plusieurs autorités compétentes → rapport unique)
- Composition du dossier d'enquête (Art R.123-8) plus exigeant et plus complet (notamment bilan débat public).
- Organisation enquête (Art. R123-9) : exigences complémentaires
- Jours et heures enquête (Art R.123-10) : sans changement, notamment pour choix des permanences samedis, dimanches et jours fériés
- Publicité (Art R.123-11) sans changement mais compléments et précision (Internet notamment)
- Information des communes (Art R.123-12) : simplification concernant communes concernées par enquête dont mairie non désignée comme lieu d'enquête
- Observations, propositions et contre-propositions du public (Art R.123-13). Possibilité de les adresser par « moyen électronique » → tenues à disposition du public au siège de l'enquête . Observations consultables (et communicables aux frais du demandeur) pendant toute la durée de l'enquête!
- Communication de documents à la demande du CE (Art R.123-14) . Versé au dossier avant enquête, rien de changé. Mais possibilité ajout en cours d'enquête en mentionnant cet ajout par bordereau → **réserve de la CNCE**
- Visite des lieux par le commissaire enquêteur (R.123-15) Rien de changé
- Audition de personnes par le commissaire enquêteur (Art R.123-16) Précisions apportées sur mention refus ou absence réponse dans rapport.
- Réunion d'information et d'échange avec le public (Art R.123-17) . CE informe (fait part) au préfet (plus d'accord nécessaire de ce dernier qui a compétence liée) . Précisions sur possibilité enregistrement audio ou vidéo réunion et sur les frais d'organisation de la réunion

Changements introduits par le nouveau décret portant réforme de l'enquête publique (suite)

- **Clôture de l'enquête (Art R.123-18) :** Registre(s) clos par le Commissaire enquêteur ou transmis sans délai et clos par lui (si pluralité de lieux d'enquête). Dans les 8 j communication obs écrites et orales (par PV de synthèse) au responsable projet qui dispose de 15 j pour répondre (éventuellement) → généralisation du mémoire en réponse
- **Rapport et conclusions (Art R.123-19) Inchangé :** relate déroulement et examine observations recueillies, mais précisions apportées sur :
 - Ce que doit comporter le rapport : « Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, de la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, de la façon dont l'enquête a été organisée et s'est déroulée, ainsi que la synthèse des observations du public, le résumé et l'analyse des observations, propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations produites par le responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public) »
 - Ce que doivent être les conclusions : « Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet, plan ou programme »
 - Les délais de transmission du rapport et les sanctions éventuelles si non transmission dans délai ou demande non motivée report délai.
- **Insuffisance ou défaut de motivation (Art R.123-20) constatée par autorité organisant enquête→ informe Président du TA sous 15 j → si insuffisance ou défaut de motivation avéré → 15 j pour demander au CE de compléter ses conclusions qui doit remettre ses conclusions motivées complétées à autorité organisant enquête sous 1 mois.**
- **Copie du rapport (R.123-21) aux communes et Préfecture concernées et (éventuellement site Internet) pendant 1 an**
- **Suspension enquête (Art R.123-22) Enquête poursuivie après suspension est menée par même commissaire enquêteur (nouvel arrêté, nouvelle pub et nouvelle info des communes). Doit durer au moins 30j.**
- **Enquête complémentaire (R.123-23). Durée minimale de 15 j et dans délai de 15 j après clôture, le commissaire enquêteur joint au rapport principal un rapport complémentaire et des conclusions complémentaires.**
- **Prorogation de la durée de validité d'une enquête publique (Art R.123-24) au bout de 5 ans (sauf prorogation de 5 ans) → Nouvelle enquête nécessaire**
- **Indemnisation du commissaire enquêteur:**
 - (Art R.123-25) Modalités inchangées : « Difficultés de l'enquête et nature et qualité du travail fourni » mais précisions complémentaires : « Nombre d'heures depuis nomination jusqu'au rendu du rapport et des conclusions » ; Renvoi à un arrêté pour fixer les modalités du calcul de l'indemnité→ Cohérence et uniformisation entre les différents TA
 - (Art R.123-26) Création du fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs . Précisions apportées sur le versement complémentaire effectué par le responsable du projet au titre des contributions de l'employeur et du salarié (Code de la Sécurité sociale)
 - (Art R.123-27) Instauration du versement d'une provision systématique par responsable projet dès nomination du commissaire enquêteur et maintien du principe du versement d'une allocation provisionnelle sur demande du commissaire enquêteur.

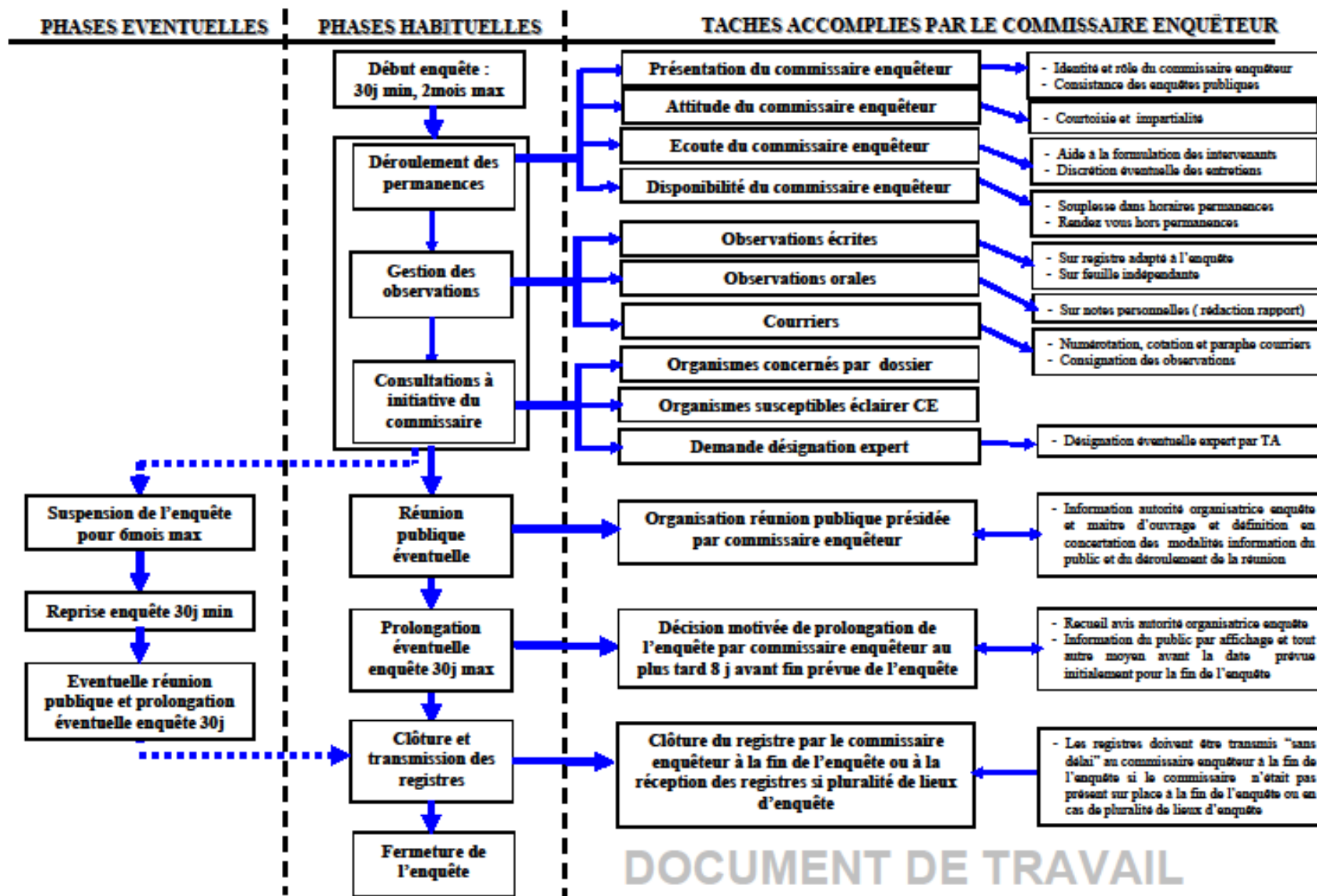
DOCUMENT DE TRAVAIL

Mission du commissaire enquêteur avant l'enquête
(Code de l'environnement : articles R123-1 à R123-12 et R123-14 à R123-15)



DOCUMENT DE TRAVAIL

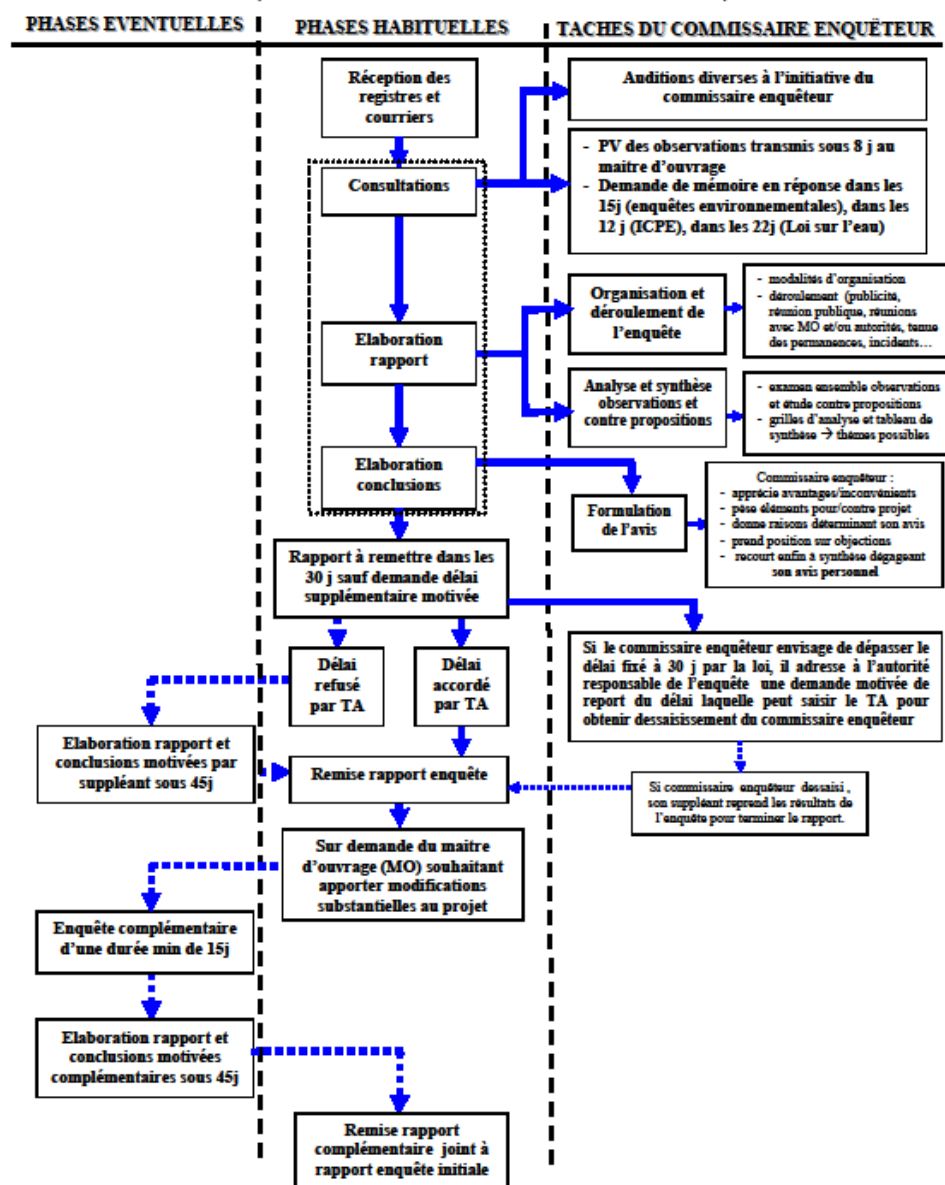
Mission du commissaire enquêteur pendant l'enquête
(Code de l'environnement : articles R.123-13 et R.123-16 à R.123-17)



DOCUMENT DE TRAVAIL

DOCUMENT DE TRAVAIL

Mission du commissaire enquêteur après l'enquête
(Code de l'environnement : articles R.123-17 à R.123-21)



DOCUMENT DE TRAVAIL